

restreinte. L'impact de l'intervention de la Grande-Bretagne est d'autant plus fort que ses liens économiques avec l'Afrique du Sud sont étroits. Sa participation au train de mesures adopté n'aurait sans doute pu être envisagée si elle ne s'était pas sentie solidaire du Commonwealth.

L'exemple donné par le Commonwealth est maintenant suivi par la Communauté européenne, les États-Unis et le Japon qui ont ensemble une influence économique sur l'Afrique du Sud beaucoup plus importante que le Canada pris isolément. Dans plusieurs pays, le secteur privé contribue aux pressions économiques en retirant progressivement l'appui financier qu'il accordait à un régime qui pratique l'apartheid.

Le défi comporte maintenant deux volets: d'une part maintenir la pression et, d'autre part, trouver des moyens d'aider les pays d'Afrique australe qui sont les premières victimes des représailles de l'Afrique du Sud tout en maintenant les sanctions. Plusieurs des pays de la ligne de front sont membres du Commonwealth: Zimbabwe, Botswana, Zambie. Tous sont membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (CCDAA). Le Canada consacre maintenant plus de 100 millions de dollars par année à cette région, en partie par le biais de la CCDAA. La semaine dernière, le président de cet organisme était de passage à Ottawa pour discuter de plans d'avenir. Nous lui avons dit que nous étions déterminés à aider la région et que nous étions prêts à fournir immédiatement de nouveaux appuis financiers et techniques. Ma collègue, l'honorable Monique Landry, dirigera la délégation canadienne à la réunion annuelle de la CCDAA qui se tiendra au Botswana en février prochain pour discuter de projets spécifiques. Elle invitera des représentants du milieu des affaires canadien à se joindre à elle.

Permettez-moi de conclure ces remarques en soulignant un autre aspect de notre politique à l'égard de l'Afrique du Sud, à savoir le degré auquel nous avons tenté d'amener les Canadiens à s'engager volontairement dans la campagne contre l'apartheid.

Nous avons préparé un registre des mesures individuelles que pouvaient prendre contre l'apartheid des citoyens, organismes ou groupes canadiens, et j'ai remis une copie de ce registre au Secrétaire général des Nations Unies à New York en septembre.